

Faites-moi lire, SVP!



PB-PP | BC 1757
BELGIE(N) - BELGIQUE

Courcelles 1
N° d'agrégation : P 202127

Nouvelles

Mensuel de l'ASBL « Le Progrès »

(pas de parution en juillet) – Dépôt : 6180 Courcelles
Publication réalisée avec l'aide de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Éditeur responsable : Robert Tangre
Rue Julien Lahaut, 11 – 6020 Dampremy
Tél. : 071 30 39 12
Fax : 071 30 58 30
E-mail : robert.tangre@gmail.com
Banque : BE17 0682 0138 1121

Nouvelles

n° 219 – Décembre 2018

Environnement

Le capitalisme est incompatible avec la survie de la planète

Comment les riches détruisent le monde

Dossier historique

La révolte des marins de Kiel

Mutineries, désobéissance et révoltes dans les tranchées de la Grande Guerre.

La désobéissance : un phénomène qui n'épargne aucune armée.

La chanson de Craonne

Société

Zoé Blusztajn, Zouzou : itinéraire d'une enfant juive.

Les droites radicales fondent sur le globe

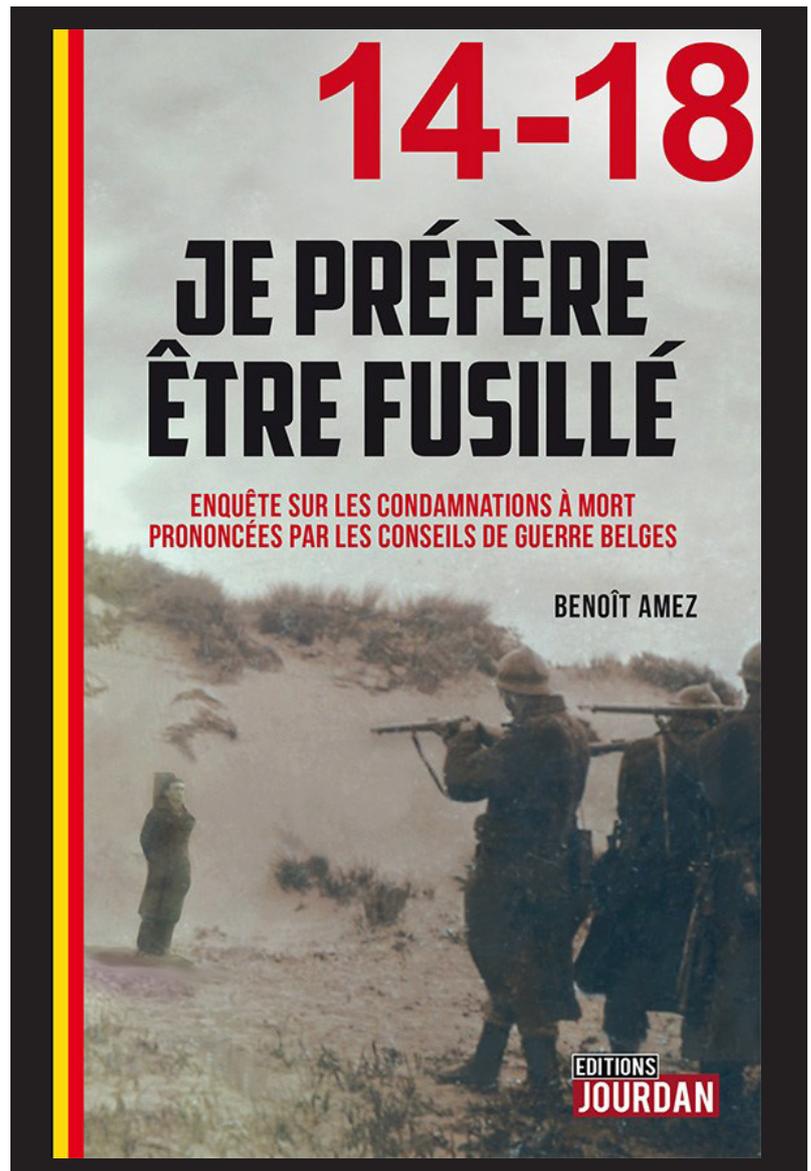
Nos activités en janvier 2019

Conférence/débat:

Les pensions en question, JF Tamellini

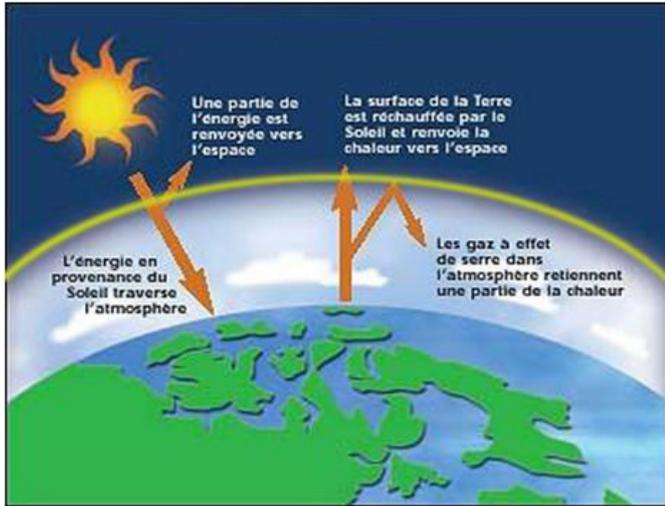
Lecture/concert:

Cinq ans de métro, Fred Alpi



ENVIRONNEMENT

LE CAPITALISME EST INCOMPATIBLE AVEC LA SURVIE DE LA PLANÈTE



COLLOQUE DE LA GAUCHE UNITAIRE EUROPÉENNE À PROPOS DU RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

DES CONSTATS

Alors que les études se succèdent pour démontrer la gravité et l'étendue des atteintes à l'environnement, peut-on faire confiance au capitalisme pour réparer ce qu'il a produit ? Non, répondent des scientifiques, militants environnementaux et eurodéputés réunis à Bruxelles par la Gauche Unitaire Européenne (1). Ils proposent d'autres alternatives.

Les mauvaises nouvelles sur le réchauffement climatique et la dégradation de l'environnement s'accumulent à un rythme alarmant depuis le début de l'été sous forme d'une avalanche d'études scientifiques qui aboutissent toutes au même diagnostic : si des mesures drastiques ne sont pas prises très vite à l'échelle mondiale, une partie de la planète risque de devenir invivable dans un délai assez bref. Certaines études concluent même qu'il est déjà trop tard pour redresser la barre.

FLORILÈGE NON EXHAUSTIF DE CES CHRONIQUES ESTIVALES D'UNE CATASTROPHE PLANÉTAIRE ANNONCÉE :

- Dans la revue Nature, le climatologue français Jean Jouzel et un groupe de scientifiques, prévoient que

si d'ici 3 ans, les émissions de gaz à effet de serre ne sont pas stabilisées, la planète passera dans un autre type climat aux conséquences « catastrophiques » : recrudescence des décès dus à la chaleur (certaines régions de France connaîtraient des températures supérieures à 50°), des incendies, accroissement des réfugiés climatiques venant de régions particulièrement touchées comme la Corne de l'Afrique, le Moyen-Orient, le Pakistan ou l'Iran (on compte déjà actuellement 65 millions de réfugiés climatiques sur la planète), baisse des rendements agricoles, etc...

- Un rapport établi par plus de 500 scientifiques dans plus de 60 pays, (2) montre que 2016 aura été l'année de tous les records en matière de températures, d'émissions de gaz à effet de serre, de montée des océans et de terres soumises à la sécheresse.

- Selon le climatologue américain Michael Oppenheimer, avec le retrait des Etats-Unis de l'accord de Paris, les chances de réussir à le mettre en œuvre ne dépassent pas 10% (d'autres chercheurs parlent de 5% de chances.)

- Selon une étude réalisée par les chercheurs du Massachusetts Institut of Technology (MIT) et de l'Université Loyola Marymount, la chaleur risque de rendre l'Asie du Sud-Est invivable d'ici 2100.

- Une évaluation scientifique effectuée en avril dernier par l'Unesco conclut que si les émissions de gaz à effet de serre ne sont pas réduites très rapidement, les 24 sites coralliens classés au patrimoine mondial auront disparu d'ici à 2100. C'est déjà le cas pour 20% d'entre eux.

- Début juillet, une étude menée par des chercheurs américains et mexicains (3) montre que les espèces de vertébrés reculent de manière massive sur terre, à un rythme inégalé depuis la disparition des dinosaures il y a plus de 60 millions d'années. Les chercheurs parlent de « sixième extinction de masse des animaux » et analysent les conséquences « catastrophiques » de cette « défaunation » aussi bien sur les écosystèmes que sur l'économie et la société en général.

- Selon un article de la revue Science Advances, la fonte des glaces du Groenland, région qui se réchauffe deux fois plus vite que le reste de la planète, va s'accélérer dans les prochaines années. Selon l'un des auteurs de cette étude, Bernd Kulessa (Collège des sciences de l'université britannique



de Swansea), si les glaces devaient disparaître complètement, le niveau des océans monterait de 7 mètres. Comme pour le confirmer, il y a quelques jours, un méthanier de 300 mètres battant pavillon du groupe Total, franchit le passage du Nord-Est habituellement obstrué par la banquise, sans l'aide d'un brise-glace. Ce rêve de relier l'Atlantique au Pacifique par le Détroit de Béring que caressaient depuis longtemps les pétroliers, mais aussi des états comme la Russie, est désormais une réalité.

- Pour couronner le tout, un institut de recherche international travaillant sur les données fournies par l'ONU (4), nous apprend que depuis la fin du mois de juillet, la planète vit « à crédit », c'est-à-dire que l'humanité a consommé en 7 mois, toutes les ressources que la terre peut produire en une année. Circonstance aggravante : cette date fatidique arrive désormais de plus en plus tôt. En prime, toujours au chapitre de la consommation, une autre étude nous indique que si tous les habitants du monde voulaient vivre comme un Français, il faudrait trois planètes terre pour assurer leurs besoins.

LE CAPITALISME RESPONSABLE

Si toutes ces études se recoupent et se complètent sur les constats, elles s'accordent également sur leurs causes : c'est bien le développement explosif de la production et l'exploitation sans limite des ressources de la planète depuis le début de « l'ère industrielle », qui est la cause de la catastrophe en

cours. Le fait que la situation se soit dégradée à très grande vitesse au cours des dernières décennies en est une preuve supplémentaire. Cette accélération est liée directement au développement du capitalisme dans les pays émergents, et plus généralement à l'extension hégémonique de ce mode de production à l'ensemble de la planète. Rappelons que la Chine, premier pays émergent, est aussi le premier pays émetteur de gaz à effet de serre, juste devant les Etats-Unis, première puissance capitaliste mondiale. « La logique de la croissance va vers l'autodestruction du système, voilà ce qui se passe quand on confie la gestion des ressources de l'humanité à des privés », juge le député européen espagnol Xabier Benito (GUE-GVN.)

C'est également l'avis de Daniel Tanuro qui rappelle que le but du système capitaliste étant de produire de la survaleur, il n'y a pas d'autre solution que de remplacer le travail vivant par du travail mort pour lutter contre la baisse du taux de profit, donc « d'accroître de plus en plus vite la masse des marchandises, ce qui amène à consommer de plus en plus de ressources et d'énergie. » Et l'écologiste le répète : « la croissance capitaliste est la cause de la crise écologique, dont le chômage massif permanent est l'autre aspect. » C'est pourquoi, pour Daniel Tanuro, il est indispensable de lier les combats sociaux et environnementaux.

Pas d'illusion non plus à se faire du côté du « capitalisme vert » promu notamment par l'Union européenne au niveau international. Pour Daniel



**PEU IMPORTE A QUEL POINT NOS
MODES DE VIE SONT VERTS**



**LE CAPITALISME N'EST PAS
SOUTENABLE**

**QUAND LE DERNIER ARBRE AURA ÉTÉ ABATTU, LA DERNIÈRE RIVIÈRE EMPOISONNÉE ET LE DERNIER POISSON PÉCHÉ,
ALORS L'HOMME S'APERCEVRA QUE L'ARGENT NE SE MANGE PAS.**

Tanuro qui y a consacré un livre, « capitalisme vert est un oxymore. » Ce que l'on constate aujourd'hui dans les destructions qu'il opère partout sur la planète, c'est bien au contraire sa violence, dit Eleonora Forenza, qui explique par exemple comment le sud de l'Italie est ainsi devenu la décharge du Nord.

QUELLES ALTERNATIVES ?

Une fois reconnu que la voie préconisant la « modernisation » du capitalisme, son « verdissement », est une impasse (de même que la promotion des valeurs « post-matérialistes » ou « post-classes » qui l'accompagnent), il faut poser clairement, analyse l'historienne Stefania Barca, que « le capitalisme est le problème, » et pensez la politique à partir de cet axiome, dans des termes nouveaux par rapport à ceux du XXème siècle. « Où est-ce qu'on peut bloquer le capitalisme ? » devient une question politique centrale, explique Dorothee Haussermann, de Ende Gelände, un vaste collectif d'organisations environnementales et de groupes politiques qui concentre ses actions sur le blocage des mines de lignite et de charbon en Allemagne. « Le charbon fait partie du problème du réchauffement climatique, on doit en empêcher la production. Il faut commencer quelque part, c'est à nous de prendre les choses en mains, » explique Dorothee Haussermann.

En matière de changement climatique, ce n'est pas l'information qui nous manque, fait remarquer Rikard Warlenhus (Left Party, Suède), mais on a

l'impression que changer les choses est au-delà de nos possibilités. C'est, pour les raisons que l'on vient de voir, parce qu'au fond, remarque l'eurodéputé Ernest Cornelia (GUE / Die Linke), « imaginer la fin du capitalisme est impossible. » Pour lui, la question devient donc : « comment passer du stade actuel à l'étape suivante ? » Cette question est d'autant plus centrale que, comme l'explique Rikard Warlenhus, « les dossiers climatiques ont tendance à nous diviser. » Par exemple, explique Dorothee Haussermann, « le mouvement environnemental peut être conçu comme une menace à l'emploi. » C'est la raison pour laquelle une partie du mouvement syndical est converti au « capitalisme vert », bien qu'il soit évident que le chômage continue à augmenter, ou que de nombreux syndicats soutiennent les énergies fossiles. « Une difficulté à mettre sur le compte de 3 décennies de déclin du mouvement ouvrier », analyse l'historienne Stefania Barca, dont il faut être conscient qu'elle provoque des divisions. C'est pourquoi, ajoute-t-elle, il faut concevoir le combat pour l'environnement comme « une forme de lutte des classes au niveau planétaire entre forces du travail et capital. »

Constatant la vitalité des combats pour l'environnement menés partout dans le monde sous des formes et par des acteurs très différents, les intervenants insistent tous sur la nécessité de promouvoir des articulations entre tous ces mouvements et des acteurs institutionnels quand ils existent (des villes, des régions, par exemple), ou des syndicats, des partis, et ce, au niveau mondial. L'objectif est de se situer « à la même échelle d'action que notre adversaire », explique Rikard Warlenhus



« parce que le capital dépasse la structure de l'Etat national. »

LE RÔLE CRUCIAL DES FEMMES

De nombreux analystes soulignent également comme un point central, le rôle des femmes dans le combat écologique et social. Il ne s'agit pas de dire qu'il est bien que les femmes y participent à égalité avec les hommes (l'égalité homme-femme est un leitmotiv consensuel de nos sociétés, en général jamais respecté), mais bien de repérer l'apport spécifique, déterminant et innovateur des femmes, en tant que femmes, dans les nouvelles formes de combat. La députée italienne Eleonora Forenza (GUE-GVN) voit dans les mobilisations qui ont suivi la catastrophe de Seveso en juillet 1976, l'événement

fondateur de cet éco-féminisme. « Ce sont les femmes qui ont joué un rôle essentiel en exigeant que soient menées des études médicales, car les femmes enceintes risquaient de donner naissance à des enfants malformés. Ce sont également elles qui ont lancé les premiers appels pour l'IVG en Italie. » (L'IVG a été légalisé en 1978, mais il est toujours très difficile de la faire appliquer, ndlr.) Cet apport des femmes au combat écologique est également majeur pour Daniel Tanuro qui explique que « la place que le patriarcat donne aux femmes, leur procure une conscience particulière. » Il rappelle que 90% de la production vivrière dans les pays du Sud est assurée par des femmes, faisant d'elles le fer de lance de tous les combats actuels liés à l'agriculture, à la propriété de la terre, aux pollutions ou au climat.



(1) Colloque au Parlement européen, 27 mars 2017, Bruxelles publiées dans les Proceedings of the National Academy of Science (PNAS)
(3) publié en juillet par l'Agence américaine océanique et atmosphérique (NOAA) et L'American Meteorological Society (AMS),
(4) Le Global Foodprint Network, Oakland (Californie)
(5) Daniel Tanuro, « L'impossible capitalisme vert », La Découverte.

COMMENT LES RICHES DÉTRUISENT LE MONDE

Et si la dégradation de l'environnement était intimement liée à la crise sociale dans le monde ? En effet, ceux qui détiennent les leviers politiques et financiers sont aussi les promoteurs d'un modèle de consommation à outrance, dévastateur pour la planète... mais imité par les couches moyennes. Que ceux du haut de l'échelle misent sur la décroissance, et l'effet d'entraînement est assuré... La préservation de la terre passe par plus d'égalité.

HERVÉ KEMPF

Comment les riches détruisent la planète

L'HISTOIRE
IMMÉDIATE | SEUIL

Les trois ou quatre générations situées à la charnière du troisième millénaire sont les premières dans l'histoire de l'humanité, depuis que les bipèdes arpentent la planète, à se heurter aux limites de

la biosphère. Cette rencontre ne se fait pas sous le signe de l'harmonie, mais sous celui d'une crise écologique majeure.

SOULIGNONS-EN QUELQUES ASPECTS.

LE PREMIER d'entre eux est l'inquiétude nouvelle des climatologues : ils raisonnent depuis quelques années sur l'hypothèse d'une irréversibilité possible du changement climatique. Jusqu'à présent, on pensait qu'un réchauffement graduel interviendrait, mais que, quand l'humanité se rendrait compte de la gravité de la situation, il serait possible de revenir en arrière et de retrouver l'équilibre climatique. Les climatologues nous disent qu'il est possible qu'on atteigne un seuil tel que le système climatique dérape vers un désordre irréversible. Plusieurs séries d'observations nourrissent cette inquiétude : les glaciers du Groenland fondent bien plus vite que ne le prévoient les modélisateurs ; les océans pourraient pomper moins de gaz carbonique ; le réchauffement déjà à l'œuvre, accélérer la fonte du pergélisol, cette immense couche de terre gelée située en Sibérie et au Canada, qui de ce fait menacerait de relâcher les quantités énormes de gaz carbonique et de méthane qu'elle recèle.

UNE DEUXIÈME observation est que la crise écologique ne se réduit pas au changement climatique. Celui-ci est le phénomène le mieux connu du grand public, il n'est cependant qu'un volet de la crise globale, dont un autre a une importance sans doute équivalente : l'érosion de la biodiversité, dont l'ampleur ne peut être mieux illustrée que par le fait que les spécialistes parlent de « sixième crise d'extinction » pour désigner la disparition accélérée d'espèces que notre époque expérimente. La cinquième crise d'extinction, il y a soixante-cinq millions d'années, avait vu la disparition des dinosaures.

TROISIÈME volet, peut-être moins sensible ou moins bien synthétisé que la problématique du changement climatique : une contamination chimique généralisée de notre environnement, dont deux aspects sont particulièrement troublants. D'une part, les chaînes alimentaires sont contaminées, certes à des doses minimales, par des polluants chimiques. D'autre part, il apparaît de plus en plus clairement que le plus grand écosystème de la planète, l'ensemble des océans, que l'on pensait presque infini dans sa capacité de régénération, est de plus en plus affaibli, soit par la pollution, soit par la dégradation de tel ou tel de ses écosystèmes particuliers.

Cette entrée en matière définit l'urgence politique de notre époque. Cependant, ce n'est pas d'aujourd'hui,

Ces 8 personnes possèdent autant d'argent que 50% de la population mondiale

Bill Gates, Warren Buffet, Mark Zuckerberg, Jeff Bezos, Larry Ellison, Carlos Slim, Michael Bloomberg, Amancio Ortega

« La lutte des classes existe. Et c'est ma classe, celle des riches, qui est en train de la gagner »
- Warren Buffet

lvsl.fr
Source : Rapport Oxfam

ni même d'hier, mais depuis plusieurs décennies que notre société est avertie du péril. Depuis que Rachel Carson a lancé l'alerte avec *Le Printemps silencieux* en 1962, depuis que, dans les années 1970, la question écologique a pénétré avec éclat le débat public, conférences internationales, articles scientifiques, luttes des écologistes ont depuis lors amassé une masse de connaissances confirmant toujours la tendance générale.

Pourquoi, alors, nos sociétés ne s'orientent-elles pas vraiment vers les politiques qui permettraient d'éviter l'approfondissement de la crise écologique ? C'est la question cruciale. Pour y répondre, il faut analyser les rapports de pouvoir dans nos sociétés. Elles sont en effet organisées pour bloquer ces politiques nécessaires.

Comment ? Depuis une vingtaine d'années, le capitalisme se caractérise par le retour de la pauvreté dans les pays riches. Le recul du taux de pauvreté, continu depuis la fin des années 1940, s'est interrompu dans les pays occidentaux voire, dans certains cas, s'est inversé. De même, le nombre de personnes en situation de précarité, c'est-à-dire légèrement au-dessus du seuil de

pauvreté, augmente lui aussi de façon régulière. Par ailleurs, au niveau mondial, le nombre de personnes en situation de pauvreté absolue, c'est-à-dire disposant de moins de 2 dollars par jour, reste de l'ordre de 2 milliards, tandis que l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (en anglais, Food and Agricultural Organization, FAO) estime à 820 millions le nombre d'humains insuffisamment nourris.

L'augmentation des inégalités depuis une vingtaine d'années constitue un autre aspect de la crise sociale. De nombreuses études l'attestent. L'une d'entre elles, conduite par deux économistes de Harvard et du Federal Reserve Board, est des plus parlantes. Carola Frydman et Raven E. Saks ont comparé le rapport entre le salaire gagné par les trois premiers dirigeants des cinq cents plus grandes entreprises américaines et le salaire moyen de leurs employés. Cet indicateur de l'évolution des inégalités reste stable des années 1940, moment où commence l'observation, jusqu'aux années 1970 : les patrons des entreprises considérées gagnaient environ trente-cinq fois le salaire moyen de leurs employés. Puis se produit un décrochement à partir des années 1980, et le rapport monte de façon assez régulière jusqu'à atteindre environ cent trente dans les années 2000.

Nouvelles

Ces études signifient qu'une rupture majeure est intervenue dans le fonctionnement du capitalisme depuis soixante ans. Durant ce que l'on a appelé

de Tocqueville. Bien oubliée aujourd'hui, elle n'en présente pas moins une saisissante pertinence.



les « trente glorieuses », l'enrichissement collectif permis par la hausse continue de la productivité était assez équitablement distribué entre capital et travail, si bien que les rapports d'inégalité demeuraient stables. A partir des années 1980, un ensemble de circonstances, qu'il n'est pas lieu d'analyser ici, a conduit à un décrochage de plus en plus prononcé entre les détenteurs du capital et la masse des citoyens. L'oligarchie accumule revenus et patrimoine à un degré jamais vu depuis un siècle.

Il est essentiel de s'intéresser à la façon concrète dont les hyper-riches utilisent leur argent. Celui-ci n'est plus caché comme au temps de l'austère bourgeoisie protestante décrite par Max Weber : il nourrit au contraire une consommation outrancière de yachts, d'avions privés, de résidences immenses, de bijoux, de montres, de voyages exotiques, d'un fatras clinquant de dilapidation somptuaire. Les Français ont découvert avec M. Nicolas Sarkozy un exemple désolant de ce comportement tape-à-l'œil.

Pourquoi cela est-il un moteur de la crise écologique ? Pour le comprendre, il nous faut nous tourner vers le grand économiste Thorstein Veblen, dont la pensée était rangée par Raymond Aron au même niveau que celles de Carl Von Clausewitz ou d'Alexis

Résumons-la à l'extrême. Que disait Veblen ? Que la tendance à rivaliser est inhérente à la nature humaine. Chacun d'entre nous a une propension à se comparer aux autres, et cherche à manifester par tel ou tel trait extérieur une petite supériorité, une différence symbolique par rapport aux personnes avec lesquelles il vit. Veblen ne prétendait pas que la nature humaine se réduit à ce trait, il ne le jugeait pas d'un point de vue moral, il le constatait. S'appuyant sur les nombreux témoignages des ethnographes de son époque, il constatait aussi que cette forme de rivalité symbolique s'observe dans toutes les sociétés.

De surcroît, poursuivait-il, toutes les sociétés produisent assez aisément la richesse nécessaire pour satisfaire leurs besoins de nourriture, de logement, d'éducation des enfants, de convivialité, etc. Pourtant, elles produisent généralement une quantité de richesses bien supérieure à la satisfaction de ces besoins. Pourquoi ? Parce qu'il s'agit de permettre à leurs membres de se distinguer les uns des autres.

Veblen constatait ensuite qu'existent le plus souvent plusieurs classes au sein de la société. Chacune d'entre elles est régie par le principe de la rivalité ostentatoire. Et, dans chaque classe, les individus prennent comme modèle le

Nouvelles

comportement en vigueur dans la couche sociale supérieure, qui montre ce qui est bien, ce qui est chic de faire. La couche sociale imitée prend elle-même exemple sur celle qui est située au-dessus d'elle dans l'échelle de la fortune. Cette imitation se reproduit de bas en haut, si bien que la classe située au sommet définit le modèle culturel général de ce qui est prestigieux, de ce qui en impose aux autres.

Que se passe-t-il dans une société très inégalitaire ? Elle génère un gaspillage énorme, parce que la dilapidation matérielle de l'oligarchie – elle-même en proie à la compétition ostentatoire – sert d'exemple à toute la société. Chacun à son niveau, dans la limite de ses revenus, cherche à acquérir les biens et les signes les plus valorisés. Médias, publicité, films, feuilletons, magazines « people » sont les outils de diffusion du modèle culturel dominant.

Comment alors l'oligarchie bloque-t-elle les évolutions nécessaires pour prévenir l'aggravation de la crise écologique ? Directement, bien sûr, par les puissants leviers – politiques, économiques et médiatiques – dont elle dispose et dont elle use afin de maintenir ses privilèges. Mais aussi indirectement, et c'est d'une importance équivalente, par ce modèle culturel de consommation qui imprègne toute la société et en définit la normalité.

Nous rebouclons maintenant avec l'écologie. Prévenir l'aggravation de la crise écologique, et même commencer à restaurer l'environnement, est dans le principe assez simple : il faut que l'humanité réduise son impact sur la biosphère. Y parvenir est également en principe assez simple : cela signifie réduire nos prélèvements de minerais, de bois, d'eau, d'or, de pétrole, etc., et réduire nos rejets de gaz à effet de serre, de déchets chimiques, de matières radioactives, d'emballages, etc. Ce qui signifie réduire la consommation matérielle globale de nos sociétés. Une telle réduction constitue le levier essentiel pour changer la donne écologique.

Qui va réduire sa consommation matérielle ? On estime que 20 à 30 % de la population mondiale consomme 70 à 80 % des ressources tirées chaque année de la biosphère. C'est donc de ces 20 à 30 % que le changement doit venir, c'est-à-dire, pour l'essentiel, des peuples d'Amérique du nord, d'Europe et du Japon. Au sein de ces sociétés surdéveloppées, ce n'est pas aux pauvres, aux RMistes, aux salariés modestes que l'on va proposer de réduire la consommation matérielle. Mais ce n'est pas non plus seulement les hyper-riches

qui doivent opérer cette réduction : car même si MM. Sarkozy, Vincent Bolloré, Alain Minc, Bernard Arnault, Arnaud Lagardère, Jacques Attali et leur cortège d'oligarques se passent de limousines avec chauffeurs, de montres clinquantes, de shopping en 4 x 4 à Saint-Tropez, ils ne sont pas assez nombreux pour que cela change suffisamment l'impact écologique collectif. C'est à l'ensemble des classes moyennes occidentales que doit être proposée la réduction de la consommation matérielle.

On voit ici que la question de l'inégalité est centrale : les classes moyennes n'accepteront pas d'aller dans la direction d'une moindre consommation matérielle si perdure la situation actuelle d'inégalité, si le changement nécessaire n'est pas équitablement adopté. Recréer le sentiment de solidarité essentiel pour parvenir à cette réorientation radicale de notre culture suppose évidemment que soit entrepris un resserrement rigoureux des inégalités – ce qui, par ailleurs, transformerait le modèle culturel existant.



La proposition de baisse de la consommation matérielle peut sembler provocante dans le bain idéologique dans lequel nous sommes plongés. Mais, aujourd'hui, l'augmentation de la consommation matérielle globale n'est plus associée avec une augmentation du bien-être collectif – elle entraîne au contraire une dégradation de ce bien-être. Une civilisation choisissant la réduction de la consommation matérielle verra par ailleurs s'ouvrir la porte d'autres politiques. Outillée par le transfert de richesses que permettra la réduction des inégalités, elle pourra stimuler les activités humaines socialement utiles et à faible impact écologique. Santé, éducation, transports, énergie, agriculture sont autant de domaines où les besoins sociaux sont grands et les possibilités d'action importantes. Il s'agit de renouveler l'économie par l'idée de l'utilité humaine plutôt que par l'obsession de la production matérielle, de favoriser le lien social plutôt que la satisfaction individuelle. Face à la crise écologique, il nous faut

consommer moins pour répartir mieux. Afin de mieux vivre ensemble plutôt que de consommer seuls.

HERVÉ KEMPF (EXTRAIT DE L'HUMANITÉ)

Journaliste, auteur de *Comment les riches détruisent la planète*, Seuil, Paris, 2007.

DOSSIER HISTORIQUE

LA RÉVOLTE DES MARINS DE KIEL

Peut-on considérer le 11 novembre comme une fête ? Ce ne peut être qu'une commémoration d'un armistice mettant fin à une terrible boucherie mise en scène par ceux que l'on appelle les grands au nom de leur volonté impérialiste de conquêtes territoriales. Ils s'appellent Guillaume II, Nicolas II et leurs semblables jetant dans la bataille de la chair à canon. Cette semaine, Nouvelles se penchera sur la révolte des peuples et des hommes

FIN OCTOBRE 1918, LES MARINS DE KIEL ET DE WILHELMSHAVEN REFUSENT D'APPAREILLER POUR UNE DERNIÈRE BATAILLE CONTRE LA FLOTTE BRITANNIQUE, LA « GRAND FLEET ». EN L'ESPACE DE QUELQUES JOURS, CETTE MUTINERIE PREND DE L'AMPLEUR ET SE TRANSFORME EN UN MOUVEMENT RÉVOLUTIONNAIRE QUI SE PROPAGE DANS TOUTE L'ALLEMAGNE ET QUI ABOUTIRA À LA CHUTE DE LA MONARCHIE ET À L'INSTAURATION D'UNE RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE.



Un armistice est déjà en cours de négociation lorsqu'en octobre 1918, l'État-major de la Marine sous le commandement de l'amiral Scheer ordonne à la flotte de haute mer de tenter une dernière offensive en Mer du Nord. Cette ultime bataille de la

flotte allemande ne présente aucun intérêt militaire mais les amiraux responsables préfèrent voir leurs navires couler « avec les honneurs » plutôt que de devoir les remettre aux alliés en vertu de l'accord de cessez-le-feu qui ne saurait tarder.

LA RÉBELLION DES AMIRAUX

Comme ni le commandant en chef de l'armée de terre, ni l'Empereur, commandant suprême des forces armées, ne sont informés du projet, cette action envisagée par le commandement de la marine constitue un acte de rébellion et aurait dû valoir à ses auteurs des poursuites en vertu de la loi martiale. La mutinerie des amiraux est toutefois tombée dans l'oubli parce qu'elle est suivie d'une autre révolte bien plus importante, celle des matelots, qui débute le 29 octobre lorsque les marins de la flotte de haute mer, à l'ancre devant Wilhelmshaven, refusent d'appareiller pour engager la bataille.

Le commandement de la marine revient très vite sur son projet mais ordonne la mise aux arrêts de plus de 1000 mutins et le transfert de certains bâtiments de la flotte dans l'estuaire de l'Elbe et à Kiel. Cette décision, qui aurait dû en principe mettre fin à la mutinerie, contribue au contraire à amplifier le mouvement de révolte des matelots. En effet, les équipages cantonnés à Kiel tentent d'imposer la libération des marins mis aux arrêts en refusant de prendre leur service et en organisant des manifestations. Lors de la manifestation du 3 novembre, des échanges de tirs font plusieurs morts. Le mouvement de protestation se durcit et bientôt les matelots sont rejoints par des ouvriers des chantiers navals en grève. Le 4 novembre, ils constituent un conseil d'ouvriers et de soldats. Très rapidement, les mutineries se transforment en un mouvement révolutionnaire ayant pour objectif de renverser l'ordre établi.

Le gouvernement du Reich envoie à Kiel le député Gustav Noske (SPD) et le secrétaire d'Etat Conrad Haussmann (libéral) afin de « juguler les masses » (Friedrich Ebert) et de canaliser le mouvement. Mais il est trop tard : les masses ne se laissent plus juguler. Au contraire : à partir du 6 novembre, la révolution s'étend comme une flambée ; partie des villes côtières allemandes, elle couvre bientôt presque tout le territoire du Reich. Dans la Ruhr, en Rhénanie et dans la région Rhin-Main, des conseils d'ouvriers et de soldats se mettent en place. Ils assurent dès lors, eux-mêmes, le maintien de l'ordre après avoir renvoyé les autorités civiles et militaires locales dans leurs pénates. Le mouvement ne rencontre aucune résistance tant le système



politique du Reich se désagrège à l'approche de la défaite. Le tournant est d'autant plus facile à prendre que seule une petite partie des conseils d'ouvriers soutient l'extrême gauche qui souhaite utiliser la révolte pour instaurer un État communiste. Une part bien plus importante des conseils coopère en fait avec les représentants locaux de la majorité sociale-démocrate.

Au cours des jours qui suivent, on voit s'affirmer des revendications sociales et politiques visant à une réorganisation en profondeur de la situation allemande. Le principal résultat du mouvement, c'est l'abdication de l'Empereur. On peut dire qu'en réalité il a été destitué car dès le 9 novembre, le social-démocrate Philipp Scheidemann proclame la République depuis le balcon du Reichstag alors que Guillaume II n'a pas encore signé son abdication. Mais la gauche modérée, conduite par Ebert, Scheidemann et Noske, sait déjà que seule l'instauration d'une république démocratique pourra éviter que les masses ne rejoignent les mouvements beaucoup plus à gauche constitués autour de Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg*.

Occupés par ces troubles, les Allemands en oublient presque qu'ils sont en guerre et leurs adversaires savent parfaitement à quoi s'en tenir. Depuis le début de la révolte de Kiel, ils sont certains que la République allemande ne pourra en aucun cas poursuivre la guerre. C'est cette certitude qui conduira à un armistice dont les conditions équivalent à une capitulation sans condition du Reich allemand. Dans l'historiographie communiste, la révolte de Kiel sera célébrée comme l'action déterminante d'un « prolétariat doté d'une conscience de classe » qui voulait mettre un terme à la « guerre impérialiste ». Aujourd'hui, la révolte des matelots de Kiel apparaît plutôt comme un mouvement de masse spontané et diversifié, qui a réussi parce qu'absolument plus personne en Allemagne ne croyait encore à une possible victoire.

*L'USPD (parti social-démocrate indépendant) est divisé entre réformistes et révolutionnaires ; enfin, la Ligue Spartacus, dite en français « spartakiste » (Spartakusbund), qui constitue une tendance organisée et autonome au sein de l'USPD, appelle via son quotidien Die Rote Fahne (Le Drapeau rouge).

MUTINERIES, DÉSOBÉISSANCE ET RÉVOLTES DANS LES TRANCHÉES DE LA GRANDE GUERRE.



Toute guerre a ses mutins et la Première Guerre mondiale n'échappe pas à cet état de fait. Les premiers refus d'obéissance de soldats français ont lieu dès 1914. Le contexte militaire est évidemment propice à l'émergence de ces cas d'insubordination. Ils sont d'abord la conséquence de la dureté des conditions de vie. La boue, le froid, la vermine, les permissions peu nombreuses et souvent retardées, l'état lamentable des cantonnements de repos, le contact permanent avec le sang et la mort, sont autant de raisons qui poussent les soldats à la rébellion. Ces mouvements de révolte interviennent aussi en réaction aux échecs militaires et contre les erreurs du commandement. Ainsi, les mutineries qui affectent l'armée française aux mois de mai et de juin 1917, sont le résultat de l'insuccès des offensives menées par le général Nivelle lors de la bataille du Chemin des Dames. Enfin, la lassitude gagne les soldats qui voient la guerre se prolonger alors que les officiers leur avaient fait la promesse que le conflit serait court.

Par ailleurs, les historiens s'accordent pour donner une explication apolitique des mutineries. Ces dernières seraient davantage la démonstration d'un sentiment de détresse extrêmement profond plus que l'expression d'une adhésion à un discours révolutionnaire.

DE NOMBREUSES FORMES D'INSUBORDINATION.

Dès lors apparaissent plusieurs formes de désobéissance. Le refus de monter au front est l'acte de rébellion le plus observé durant la Grande Guerre². Les soldats, de façon individuelle ou collective, font ainsi preuve d'insubordination en ne répondant pas aux ordres de l'officier chargé de lancer l'assaut. De cette manière ils expriment leur refus de participer à des attaques qu'ils jugent coûteuses en vies

humaines et dont ils savent pertinemment qu'elles sont vouées à l'échec. A titre d'exemple, le 24 mai 1915, 27 hommes du 56^e Régiment d'Infanterie sont condamnés pour avoir refusé de participer à une attaque³. Ces cas d'indiscipline ont été nombreux pendant les quatre années de guerre.

Les mutilations volontaires représentent une autre forme de désobéissance. Des soldats s'infligent des blessures avec leurs armes, essentiellement aux mains ou aux pieds, dans le but de se soustraire aux combats. La plupart de ces cas sont recensés au début du conflit car par la suite, les médecins militaires informés de l'existence de ces pratiques, parvenaient à détecter la cause de la blessure notamment par les traces de poudre subsistant autour du point d'entrée de la balle ce qui les amenaient à en déduire que le tir avait été réalisé à bout portant.



Dans le but de préserver leur santé physique et mentale, pour revoir leur famille dont ils n'ont plus de nouvelles et surtout par peur, des soldats se rendent coupables d'insubordination en abandonnant leur poste et en désertant. Ce phénomène est encore mal connu et nous ne pouvons que reprendre les chiffres de l'armée française qui estime qu'environ 15 000 soldats auraient déserté ses rangs chaque année⁴. La désertion fait état de plusieurs degrés de gravité qui diffèrent si elle a lieu à l'intérieur ou au front, en présence ou non de l'ennemi, et de sa durée puisque c'est au-delà de trois jours d'absence illégale qu'un soldat est considéré comme déserteur. Plus spontané et marginal, le phénomène des fraternisations représente également un acte de désobéissance. Cette forme de mutinerie, éphémère et cachée, apparaît dès les mois de novembre et de décembre 1914. On en trouve quelques exemples grâce aux témoignages des « poilus » qui sont parvenus jusqu'à nous comme ceux des soldats Louis

Barthas et Henri Désagneaux. Ces témoignages confirment l'existence de brefs instants de fraternité entre les combattants français et allemands qui s'échangeaient, outre une poignée de mains, toutes sortes de choses tels que du tabac, du pain ou des journaux⁵.

Enfin, conséquence du rejet de la pression disciplinaire, certains soldats deviennent mutins en affirmant haut et fort leurs opinions sur la guerre allant même jusqu'à injurier leurs officiers. Ainsi, le 29 juin 1917, un soldat du 101^e Régiment d'Infanterie Territoriale est arrêté pour avoir dit à voix haute : « A bas les gradés ! ». Un autre connaît le même sort pour avoir traité de « vaches » des gradés qu'il menace en criant : « Pour qui est-ce qu'on se bat... je me fiche d'être français ». De nombreux autres incidents individuels de ce type ont eu lieu durant les quatre années de guerre. Parfois ces situations dégénèrent laissant place à une brutalité incontrôlée témoignant des effets destructeurs de la violence de la guerre sur la santé psychologique des soldats. Ainsi, un soldat du 225^e Régiment d'infanterie, irrité, cède et abat de manière impulsive son supérieur en se justifiant : « Je l'ai fait exprès, il m'emmerdait depuis ce matin... »⁶. Ces débordements sont essentiellement la conséquence d'un épuisement psychologique des soldats. Rappelons qu'il ne s'agit pas d'une guerre de professionnels. Ce sont des civils que l'on a habillés en soldat qui se battent, et ils sont de facto plus disposés à lâcher prise moralement et à contester les ordres des officiers.

1. LOEZ André, 14-18. Les refus de la guerre, une histoire des mutins, aux Éditions Gallimard, Paris, 2010.
2. ROLLAND Denis, La grève des tranchées, les mutineries de 1917, aux Éditions Imago, Paris, 2005.
3. Rolland Denis, La grève des tranchées. Les mutineries de 1917, aux Éditions Imago, Paris, 2005.
4. CRONIER Emmanuel, « Les déserteurs à Paris pendant la première guerre mondiale », dans *Clandestinités urbaines, les citadins et les territoires du secret (XVI^e - XX^e)*, Presses universitaires de Rennes,
5. La guerre des tranchées : fraternisations et accords tacites, textes réunis par Yann PROUILLET,
6. OFFENSTADT Nicolas, Les fusillés de la Grande Guerre et la mémoire collective (1914-2009), aux Éditions Odile Jacob, Paris, 2009.

LA DÉSOBÉISSANCE : UN PHÉNOMÈNE QUI N'ÉPARGNE AUCUNE ARMÉE.

A des degrés différents, aucune armée n'est épargnée par ces mouvements de révoltes. Tous les soldats vivent le même enfer et réagissent de

la même manière devant l'horreur. Ainsi, l'armée allemande doit faire face à une recrudescence du nombre de mutineries dans les derniers mois du conflit au moment où celui-ci lui échappe. Le moral des soldats allemands est au plus bas suite à l'échec de l'opération Mickael le 21 mars 1918 et les cas d'insubordination augmentent fortement.



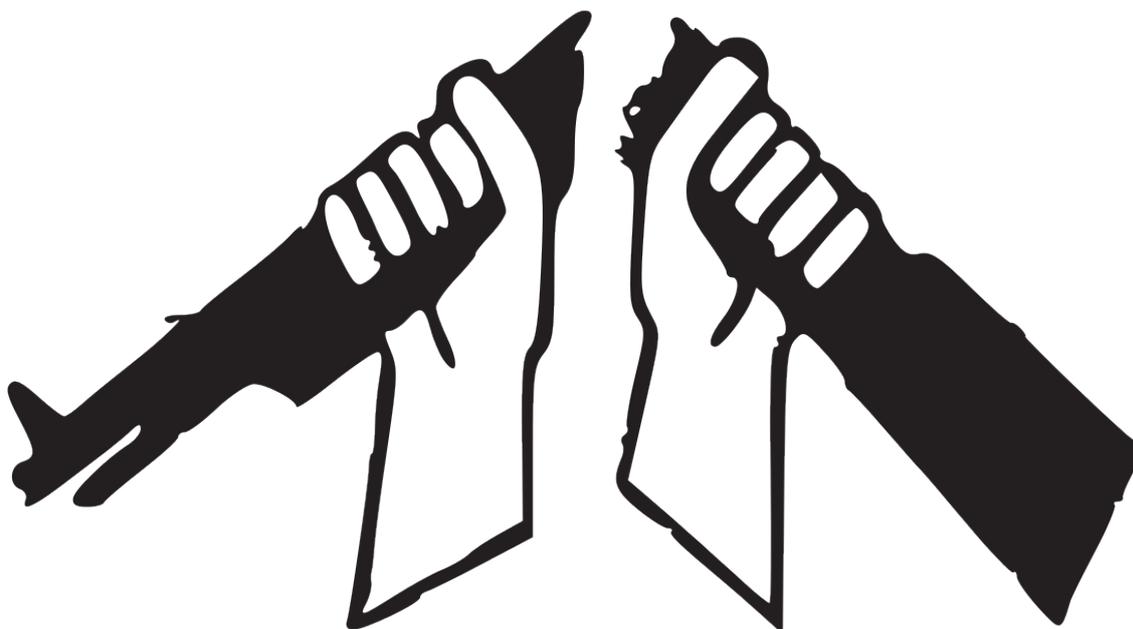
L'armée russe n'échappe pas non plus aux cas d'insubordination et connaît un mouvement de révolte sans précédent avec la mutinerie de ses soldats cantonnés près de la commune de La Courtine, située dans le département de la Creuse. Cette mutinerie coïncide avec les mouvements de révolte qui ont lieu aux mois de mai et juin 1917 au sein de l'Armée française. Ainsi, dans le camp militaire de La Courtine, près de 10 000 soldats russes refusent d'obéir aux officiers et exigent d'être rapatriés en Russie⁷. Les autorités françaises, en concertation avec le commandement russe, se sont chargées elles-mêmes de réprimer cette mutinerie collective et le 19 septembre 1917 les derniers mutins russes se rendent. Par ailleurs, en Russie au printemps 1917 et en Allemagne fin 1918, l'indiscipline militaire trouve le relais des mouvements sociaux de l'intérieur et remettent en cause le pouvoir établi.

L'armée Austro-hongroise est également affectée par des cas de désobéissance et des centaines d'hommes préfèrent désertir ses rangs ou se rendre. On constate également, au sein de l'armée ottomane, un taux important de désertion et d'insubordination. Selon les témoignages, on estime entre 300 000 et 500 000 le nombre de soldats turcs qui auraient déserté l'armée impériale au cours de toute la Grande Guerre. L'armée italienne est aussi touchée par de nombreux cas d'insubordination. Ainsi la défaite de l'armée italienne à la bataille de Caporetto, à la fin du mois d'octobre 1917, s'accompagne d'une vague d'insubordination et de désertion massive puisqu'on estime qu'environ 100 000 soldats italiens fuient le théâtre d'opération⁸. L'armée britannique a quant à elle dû faire face à un faible nombre de mutineries par rapport aux autres armées européennes. Le mouvement de révolte le plus significatif a duré quelques jours dans le camp d'Étaples, sur le littoral français du Pas-de-Calais, mais a rapidement été réprimé.

CONTENIR ET RÉPRIMER LES MUTINERIES.

C'est à Philippe Pétain que l'on attribue généralement le retour de la discipline au sein des forces françaises⁹. Le 15 mai 1917, il est nommé Général en chef des armées et remplace ainsi le général Nivelle. Il va d'abord accroître la sévérité de la répression pour mettre fin à ces mouvements de révolte. Ainsi, au mois de juin 1917, il obtient la suppression du recours en révision dans les cas de révolte ou d'insoumission et le droit de procéder à des exécutions sans en référer au pouvoir politique et donc sans recours en grâce possible. Son arrivée à la tête de l'armée française voit donc des condamnations à mort toujours très nombreuses. Sur l'ensemble du conflit, l'armée française recense, près de 3 700 condamnations

révolte, et conscient que le commandement faisait endurer trop d'épreuves aux combattants, le général Pétain prend une série de mesures pour améliorer le sort des « poilus ». Il élève d'abord le taux des permissions pour désamorcer la désobéissance. Afin d'obtenir l'adhésion en plus de l'obéissance, il prend des dispositions pour améliorer les conditions de vies des hommes et ordonne ainsi la construction de nombreux baraquements. La logistique est améliorée ce qui permet un meilleur ravitaillement en matériel et en nourriture. De plus, le général Pétain décide d'arrêter les offensives et de les remplacer par des actions à objectif limité. Cette stratégie, plus économe en vies humaines, est perçue comme un signe d'apaisement. Toutes ces mesures ont permis de conforter la régression des mouvements de révoltes.



prononcées par les conseils de guerre pour des cas de désobéissance.

On dénombre 1 381 condamnations aux travaux forcés ou à de longues peines de prison. 2 400 soldats français sont condamnés à la peine de mort dont 550 furent effectives¹⁰. La peine de mort est faite par fusillade lors d'une cérémonie très codifiée.

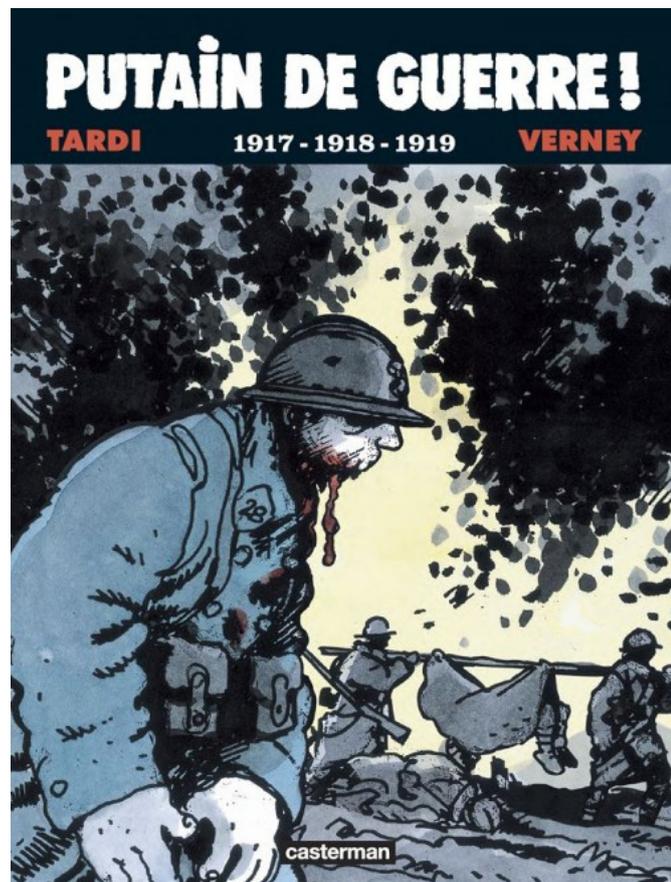
A titre de comparaison, l'Italie a été le pays qui s'est montré le plus intransigeant en fusillant près de 750 soldats reconnus coupables d'actes de désobéissance tandis que 48 soldats allemands ont été fusillés pour actes de rébellion sur l'ensemble de la Grande Guerre.

Toujours dans le but de calmer les mouvements de

EN CONCLUSION

Si des cas d'insubordination ont parsemé les quatre années de guerre, il existe de mai à juin 1917 une crise de discipline globale dans l'armée française. Ces mutineries, dont l'origine s'explique entre autres par les conditions de vie plus que pénibles des soldats, sont représentées par une multitude de pratiques allant de la désertion aux mutilations volontaires. Toutefois, quelle que soit la forme que prennent ces actes d'insubordination, qu'ils soient individuels ou collectifs, ils manifestent tous un refus de faire la guerre. Dans l'armée française, ce sont des dizaines de milliers d'hommes issus d'une centaine d'unités différentes qui refusent de se battre. Cependant, il est extrêmement difficile de mesurer plus précisément le nombre de mutins tant le phénomène de désobéissance est rendu complexe par la variété de son expression. L'indiscipline ne

touche pas seulement l'armée française. Toutes les armées ont dû faire face à des cas de désobéissance, certaines les réprimant plus violemment que d'autres.



Malgré une forte production éditoriale sur le thème des mutineries, de 1960 à nos jours, le sujet reste sensible et difficile à aborder. D'après Denis Rolland : « la notion de tabou peut porter soit sur le caractère caché des faits, soit sur l'absence de reconnaissance publique »¹¹.

7. ADAM Rémi, 1917, la révolte des soldats russes en France, aux Éditions les bons caractères, Pantin, 2007.
8. DEROO Éric, La Grande Guerre des Nations 1914 - 1918, série documentaire, INA, coproduction internationale, 2014.
9. ROLLAND Denis, La grève des tranchées, les mutineries de 1917, aux Éditions Imago, Paris, 2005.
10. LOEZ André, 14-18. Les refus de la guerre, une histoire des mutins, aux Éditions Gallimard, Paris, 2010.
11. ROLLAND Denis, La grève des tranchées, les mutineries de 1917, aux Éditions Imago, Paris, 2005.

Leduc Jean-Benoît,

Licence professionnelle « Gestion et mise à disposition des ressources documentaires ».
Extrait de l'Humanité

LA CHANSON DE CRAONNE

CONTEXTE HISTORIQUE :

C'est une parodie d'un air très à la mode en 1911, « Bonsoir M'amour ». Sa simplicité en fait une chanson idéale pour adapter d'autres paroles, ici liées à la Grande Guerre et écrites par des poilus. Le texte se modifie au gré du conflit, mais apparaît dans les écrits des soldats dès 1915. Il se stabilise définitivement en 1917 après le massacre du Chemin des Dames, mais exprime en fait un ras-le-bol général qui couvait depuis plusieurs années. Les mutineries de 1917 ont sans doute influencé le choix du titre final, Chanson de Craonne (village détruit de Picardie), car l'offensive vouée à l'échec mais tout de même orchestrée par le Général Nivelle a provoqué des réactions très amères.

LE CHEMIN DES DAMES

Le général Nivelle commande les armées françaises le 16 avril 1917 quand est lancée l'offensive française aux chemins des dames. Plus d'un million d'hommes ont été rassemblés sur le front entre Soissons et Reims afin de percer les lignes allemandes. La longue préparation d'artillerie fait que les Allemands s'attendent à l'attaque et sont préparés à défendre leurs tranchées. Les soldats qui se lancent à l'assaut se heurtent aux barbelés allemands et sont fauchés par les mitrailleuses allemandes. Malgré des pertes énormes (30 000 tués et 100 000 blessés en 10 jours), Nivelle s'obstine et la bataille dure un mois et fait au total 270 000 victimes. Finalement le général Pétain (le vainqueur de Verdun en 1916) remplace Nivelle à la tête des armées françaises.

QUELQUES INFORMATIONS SUR LES MUTINERIES :

Lasses des combats qu'ils jugent inutiles, un certain nombre de soldats se mutinent c'est-à-dire qu'ils refusent de monter au front. Ils veulent un commandement plus soucieux de la vie des soldats et qui ne les envoie pas mourir pour gagner quelques centaines de mètres sur l'ennemi. Pétain met fin aux mutineries en améliorant la vie des soldats mais également en condamnant certains mutins à la peine de mort afin de faire peur aux autres (A partir des archives de la justice militaire, Guy Pedroncini a chiffré à 629 les condamnations à mort prononcées entre le 16 avril 1917 et le 31 janvier 1918. 75 soldats furent exécutés, les autres ayant été graciés par le président de la République..)

CHANSON DE CRAONNE

Quand au bout d'huit jours, le repos termine, On va reprendre les tranchées, Notre place est si utile Que sans nous on prend la pile. Mais c'est bien fini, on en a assez, Personne ne veut plus marcher, Et le cœur bien gros, comme dans un sanglot On dit adieu aux civils. Même sans tambour, même sans trompette, On s'en va là-haut en baissant la tête... Refrain: Adieu la vie, adieu l'amour, Adieu toutes les femmes. C'est bien fini, c'est pour toujours, De cette guerre infâme. C'est à Craonne, sur le plateau, Qu'on doit laisser sa peau Car nous sommes tous condamnés, C'est nous les sacrifiés ! Huit jours de tranchées, huit jours de souffrance, Pourtant on a l'espérance Que ce soir viendra la relève Que nous attendons sans trêve. Soudain, dans la nuit et dans le silence, On voit quelqu'un qui s'avance, C'est un officier de chasseurs à pied, Qui vient pour nous remplacer. Doucement dans l'ombre, sous la pluie qui tombe, Les petits chasseurs vont chercher leurs tombes... (refrain) C'est malheureux d'avoir sur les grands boulevards Tous ces gros qui font leur foire ; Si pour eux la vie est rose, Pour nous c'est pas la même chose. Au lieu de s'cacher, tous ces embusqués, F'raient mieux d'monter aux tranchées Pour défendre leurs biens, car nous n'avons rien, Nous autres, les pauvres purotins. Tous les camarades sont enterrés là, Pour défendre les biens de ces messieurs-là. (refrain) Ceux qu'ont l'pognon, ceux-là r'viendront, Car c'est pour eux qu'on crève. Mais c'est fini, car les trouffions Vont tous se mettre en grève. Ce sera votre tour, messieurs les gros, De monter sur l'plateau, Car si vous voulez faire la guerre, Payez-la de votre peau !

SOCIÉTÉ

ZOÉ BLUSZTEJN, ZOZOU : ITINÉRAIRE D'UNE ENFANT JUIVE.

Zouzou nous a quittés, souvenons-nous en ce jour de ses funérailles.

Voilà une tranche de vie frémissante, une vie toute entière vouée à la militance, sans regret ni remords, avec l'espoir chevillé au corps. Et ce, malgré les coups reçus... et ils ne furent pas anodins. En ces temps de frilosité, de méfiance sinon de peur et de rejet de l'étranger, cette saga plonge au cœur d'une famille d'émigrés dont les membres s'engagèrent sans hésiter dans les combats que menait en Belgique la classe ouvrière. Défense de ses droits

et de ses conditions de vie, mais aussi, avec rage, contre le fascisme émergent. Et quand celui-ci submergea l'Europe, la résistance leur parut la voie naturelle pour continuer la lutte.



Les Blusztejn payèrent ainsi un lourd tribut au refus de leur pays d'accueil de se soumettre au nazisme. Enfant, Zouzou avait connu la chaleur d'une grande famille : la guerre la plongea, elle et ses proches, dans la double clandestinité des militants juifs et communistes. Cela signifia : père et mère arrêtés, et père déporté, oncle et bien d'autres amis des parents fusillés, elle-même enfant cachée. Mais déjà se révéla un caractère : ballottée au gré d'hébergements successifs, tantôt protecteurs, tantôt franchement difficiles à supporter, elle fugue, gamine seule dans la Belgique occupée, pour retrouver ses parents ! La libération ne lui rendra que sa mère...

Écrits sans fioriture ni recherche d'apitoiements, les souvenirs de Zouzou nous racontent l'univers de cette jeunesse que la guerre avait dépossédée une nouvelle fois : dans un pays dans lequel quatre années de mise en parenthèse avaient empêché de bien s'intégrer au cours des années décisives

Nouvelles

de l'adolescence, elle se retrouvait orpheline de père, mais au-delà, d'une part marquante de ceux qui l'avaient entourée. Sans en être la clé unique, on comprend la fusion qu'elle exprime avec tant d'émotion dans l'ode à sa mère qui termine son récit, mais aussi, en grande partie, la vigueur, la force, l'enthousiasme jamais abattu, de l'engagement qui va déterminer toute sa vie, le combat jamais relâché, qu'elle va mener.

Ces pages nous promènent en effet dans les grandes années de la Jeunesse Populaire (qui précéda les Jeunesses Communistes), elles évoquent la joie et la ferveur des colonies de Solidarité juive où se retrouvaient d'ailleurs de nombreux orphelins qu'elle encadrait comme monitrice. Elles nous font vivre (ou revivre) les premiers festivals mondiaux de la Jeunesse



(Berlin, Budapest, Prague...), l'aventure des Ballets Populaires, les émotions éveillées par la pièce de Roger Vaillant, le Colonel Foster plaidera coupable, montée par cette même JPB, où elle tient – une fois n'est pas coutume – un rôle... muet ! L'intensité du plaisir ressenti renvoie aux drames vécus ou perçus par cette génération touchée de plein fouet par la guerre, mais aussi, mais surtout, à la conviction d'œuvrer, comme on le chante alors, à « bannir à jamais la peur, la guerre, pour toujours... ».

À 16 ans, Zouzou quitte volontairement l'école : travail et militance pour le PC s'enchaînent alors sans répit, alors même que les circonstances

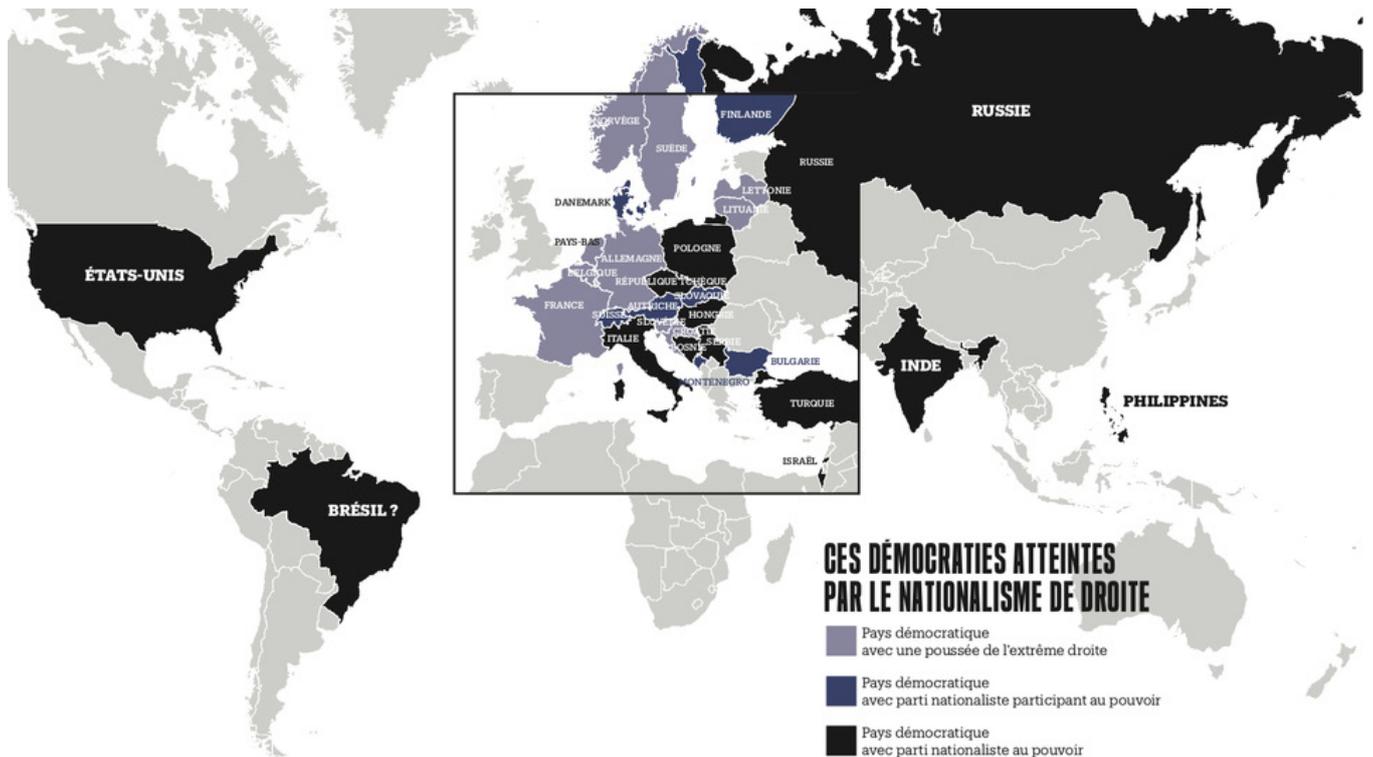
la conduisent de Bruxelles) divers lieux de Wallonie. Un ménage défait par la militance, deux garçons qui capitalisent sa passion, un ancrage définitif à La Louvière. Mais partout, elle est à la tâche, assumant avec autant d'enthousiasme la confection d'un tract que sa distribution à l'aube, animant les piquets de grève, acceptant des responsabilités de base et demeurant obstinément au contact. La politique n'occupe cependant pas tout l'horizon. On l'a constaté partout : les partis communistes ont ouvert les portes de la culture à bien des militants issus de la classe ouvrière. Est-ce à lui que Zouzou doit sa curiosité en ce domaine ? Est-ce au succès soviétiques dans les premiers concours Reine Élisabeth qu'elle se passionne pour la musique classique ? C'est avec son parti en tous les cas qu'elle réalisera cette action d'éducation permanente déployée à travers le club Achille Chavée dont elle assume une part essentielle de l'organisation.

Au soir de sa vie, Zouzou demeure très pudique. Elle relate avec émotion mais très sobrement les coups terribles qui la frappent comme mère dans ce qu'elle a de plus cher. Mais elle étend cette sobriété aux morsures que lui a de même réservées son parti à plusieurs occasions : licenciement sans explication à la Librairie du Monde Entier, mesquineries au service Documentation du 18-20, départ à la retraite dans l'indifférence... De même, nous dit-elle, ne pas comprendre le départ de certains camarades... Ces pages ne nous proposent donc pas une réflexion sur un itinéraire politique, mais ne sont pas non plus le récit ordinaire d'un cheminement ordinaire à travers le siècle. Quel moteur a nourri cette énergie déployée pendant six décennies ininterrompues, dans un monde qui en a modifié les critères, noyé les repères, écornée une large partie des espérances ?

La réponse tient sans doute dans la manière même dont elle en fait le récit, simplement, comme allant de soi, comme un ressenti du devoir naturel et impérieux de s'être battue pour les autres, contre toutes les injustices, sans trop se soucier d'elle-même. «

Le livre a été édité à Lille par les Editions du Geai bleu.

Pour l'obtenir, vous pouvez vous adresser au Club Chavée de La Louvière à Jean-Pierre Michiels (jeanpierre.mi@skynet.be)



LES DROITES RADICALES FONDENT SUR LE GLOBE

BRÉSIL, TURQUIE, PHILIPPINES, ETATS-UNIS, EUROPE... LES DÉMOCRATIES VOIENT DES LEADERS NATIONALISTES ET POPULISTES ACCÉDER AU POUVOIR OU MONTER DANGEREUSEMENT DANS LES SONDAGES. UN PHÉNOMÈNE NOURRI PAR LA DÉFIANCE ENVERS LES ÉLITES ET LA XÉNOPHOBIE.

Comme les civilisations, les démocraties sont mortelles. Moribondes ? Certes non : les régimes démocratiques n'ont jamais été aussi nombreux sur la planète et beaucoup d'entre eux sont très solides. Nous ne sommes pas dans les années 30. Mais un mal nouveau les guette, un mal plus insidieux, plus pernicieux, un mal qui vient de l'intérieur et qui ronge la culture démocratique. La mappemonde que nous publions en montre l'extension : dans de nombreux pays, le national-populisme ne cesse de gagner du terrain. Point de dictature ouverte. Mais une conquête progressive qui, au nom de la nation, écorne l'Etat de droit, abaisse le débat public, érode les libertés, contraint les minorités, attaque le droit des femmes et désigne presque partout l'étranger comme bouc émissaire.

« Liberté, égalité, fraternité », dit la République française. « Identité, sécurité, intolérance », répondent les nationalistes. Des méthodes légales, un appel à la souveraineté populaire, peu de violence physique : le fascisme n'est pas aux portes. Mais partout les mêmes

thèmes, les mêmes simplismes, les mêmes slogans agressifs et sommaires dominant. Il y a les « démocrates », comme la Turquie, passée sous la coupe du sultan Erdogan. Il y a surtout la victoire de partis réactionnaires coulés dans le moule constitutionnel, au pouvoir en Italie, en Hongrie, aux Etats-Unis ou aux Philippines. Et bientôt, il faut le craindre, au Brésil. Il y a enfin, un peu partout, ces partis xénophobes, homophobes, déclinistes, climatosceptiques pour la plupart, expéditifs en matière de sécurité, rétrogrades en matière de mœurs, qui remplissent les urnes et vident les têtes au profit d'affects sommaires, de mobilisations simplistes, une sorte de marée brunâtre qui s'infiltré au sein de régimes jusque-là officiellement dédiés au progrès et à la liberté.

ÉPIDÉMIE

Une sociologie paresseuse incrimine la crise économique, les inégalités, les fractures sociales. Elles jouent leur rôle, reléguant une grande partie des classes populaires dans une misère relative et un enfermement urbain ou campagnard qui nourrissent un sentiment d'abandon, offrant un terrain fertile aux démagogues. La version libérale de la mondialisation menace les acquis, creuse les différences de revenus, mine les protections, brouille les repères, bouche l'avenir des plus défavorisés. Le libéralisme sans frein, fourrier du nationalisme.

Mais l'épidémie ne se limite pas aux pays pauvres ou inégalitaires. La Suisse, Etat riche et équilibré, a, elle aussi son parti intolérant, tout comme les nations scandinaves et les Pays-Bas, qui ont fait tant d'efforts en faveur de la protection sociale et de l'intégration. La

crise économique plante un décor. Elle n'explique pas la pièce. Ce sont les facteurs culturels, sociétaux, qui font la vraie différence. « On est chez nous ! » Partout, le slogan résume l'humeur des peuples. C'est bien ce qui rend la tâche des démocrates, des progressistes ou de la gauche si difficile, eux qui sont voués à la tolérance et à l'ouverture. Que répondre à ceux qui ont le sentiment de ne plus s'appartenir ? Que ce sont des racistes ? Un peu court. De même le prêche en faveur du « vivre-ensemble », juste à tous égards mais aussi irénique quand les quartiers populaires se transforment en ghettos, que les communautés s'épient et parfois s'affrontent, que les cités concentrent tous les maux et que les villages vivent dans l'angoisse du délaissement.

BOUC ÉMISSAIRE

Dans ces conditions, l'identité et la nation deviennent le seul patrimoine de ceux qui n'en ont pas, tandis que le refuge identitaire rassure symétriquement les minorités laissées hors les murs. L'immigration devient naturellement, au sein de la population, le bouc émissaire de tous les ressentiments. Souvent elle explique la percée subite de tel ou tel parti de la fermeture. En Allemagne, en Suède, au Danemark, tous pays généreux et ouverts, elle a suscité une réaction politique ravageuse. En Italie, l'humiliation d'un pays laissé par l'Europe seul face à la vague migratoire de 2015, a propulsé la Ligue, jusqu'à confinée au régionalisme du Nord, en tête des votes populaires.

L'insécurité joue aussi son rôle. C'est l'impuissance de la démocratie philippine à contrer l'emprise des gangs qui explique la victoire de Rodrigo Duterte, qui les combat désormais avec des méthodes de gangster. C'est elle



aussi qui a gonflé le score de Jair Bolsonaro, ce militaire nostalgique de la dictature en passe de conquérir dimanche le pouvoir au Brésil. Le rejet des élites, enfin, réunit la plupart des votes populistes. Elites corrompues, comme au Brésil ; élites retirées sur l'Aventin de leur prospérité, comme dans tant de pays, vivant dans un monde ouvert, protégé par la barrière des prix de l'immobilier dans les grandes capitales ; élites impuissantes, surtout, dont les promesses de redressement font long feu, dont le libéralisme économique et culturel crée incompréhension

et colère, tant elles sont coupées du reste de la population.

Quand la démocratie classique, conservatrice ou social-démocrate, ne parvient pas à soigner les maux de la société, cette dernière se tourne vers un régime plus musclé, plus intolérant, plus fermé, qui invoque le déclin pour nourrir un discours national agressif et l'immigration pour élever de nouveaux murs et frontières. Sur ce point, la leçon des années 30 est toujours opérante. Faute d'avoir jugulé la crise économique, rendu un avenir à la nation, maintenu l'ordre civique, surmonté les fractures culturelles et sociales, les démocraties d'Europe (l'Italie, l'Allemagne, la Hongrie, la Pologne, l'Espagne ou la France) ont succombé l'une après l'autre sous les coups des fascismes. Pour avoir rendu l'espoir aux classes populaires, donné une perspective à la nation, réuni avec habileté une coalition politique autour de son projet, Roosevelt a vaincu les leaders populistes de son temps, Lindbergh, Huey Long ou le père Coughlin, alors même que la crise de 1929 fut plus violente aux Etats-Unis qu'en Europe.

DANGER

La maison brûle et on regarde ailleurs. Vrai pour le climat, l'aphorisme vaut aussi pour la démocratie. Le danger est réel, palpable, immédiat. Les ingrédients du national-populisme sont présents, sous nos yeux. Les remèdes ? Ils sont faciles à énoncer. C'est la mise en œuvre qui manque. Une politique de l'immigration humaine, tournée vers l'accueil et l'ouverture, mais une ouverture organisée, aux règles stables et claires. Un refus républicain – tolérant mais ferme – de la dérive communautaire, qui est l'antichambre de l'affrontement. Une politique économique tournée vers la protection et la promotion des classes populaires, quitte à jeter aux orties le carcan délétère de l'orthodoxie. Des réformes sociales qui ne soient pas synonymes de sacrifices, demandés toujours aux mêmes, mais qui restaurent de manière tangible l'idée de progrès. Un projet pour la nation, qui lui rende sa vraie identité, fondée sur la justice et la liberté, à l'opposé des enfermements ethniques. Un comportement des élites, enfin, qui les sorte de leur tour d'ivoire et les réconcilie avec le reste de la population, par une compréhension des épreuves qu'impose la mondialisation aux peuples, par une attitude de respect et non de commisération lointaine. Cette condition est cruciale : sans elle, le dédagisme sévira encore, au bénéfice des ennemis de la liberté. Il faut une prise de conscience urgente. De toute évidence, nous en sommes loin...

Laurent Joffrin

Extrait de Libération

NOS ACTIVITÉS DE JANVIER

LECTURE/CONCERT: CINQ ANS DE MÉTRO



FRED ALPI

«CINQ ANS DE MÉTRO»

une lecture-concert

Samedi 19 janvier, à partir de 19h30

à Livre ou verre
Passage de la Bourse, 6000 Charleroi

infos: 071/303912 ou aurelle@acjj.be

photo: © Jean Fabien

ACJJ Association Culturelle Joseph Jacquemotte

Le Progrès

MAISON DE LA LAÏCITÉ

FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES

éd.resp.: R.Tangre, 11, rue Julien Lahaut, 6020 Damprey

«Cinq ans de métro» tient du roman d'apprentissage, de la musique d'abord, mais surtout de la liberté. En 17 chapitres, qui portent tous le titre d'une chanson de Brel, Dutronc, Piaf et d'autres grands noms de la chanson française, Fred Alpi (Brigada Flores Magon, The Angry Cats,...) nous entraîne dans les méandres du métro de Paris, où l'humanité se révèle dans ce qu'elle a de meilleur et de pire.

Il y côtoie d'autres artistes des couloirs ou des wagons, mais aussi une multitude d'êtres hors norme, de destins brisés parfois, de grandes gueules, de grands sentimentaux ou de brutes épaisses.

Dans ce métro-purgatoire qui peut être un enfer avec des moments de paradis, il apprend le prix de la liberté en affirmant des choix de vie, partageant en musique un peu de douceur dans un contexte oppressant.»

<https://www.cinqansdemetro.fr/>

DEUX DATES:

Le **19 JANVIER 2019** à 19h

Livre ou verre, passage de la Bourse, 6000 **CHAR-
LEROI**

Le **21 JANVIER 2019** à 19h00 au Quai 22, 22
rue du Séminaire, 5000 **NAMUR**

CONFÉRENCE/DÉBAT:

LES PENSIONS EN QUESTION.

Les organisations syndicales souhaitent répondre aux grandes interrogations que les réformes successives des pensions suscitent dans l'opinion publique.

L'asbl Progrès et Culture a invité Jean-François Tamellini, secrétaire fédéral de la FGTB pour répondre à vos interrogations et vous en apprendre davantage sur la pension légale et son financement, les périodes assimilées, le projet de pension à points, la pénibilité au travail, la menace qui pèse sur les services publics.

Nous devons essayer d'apporter de la clarté à la complexité et nous devons ensemble défendre un projet ambitieux pour nos pensions. Un projet qui repose sur la solidarité entre les générations.

Défendre les pensions légales aujourd'hui, c'est proposer un projet de société qui s'oppose à l'égoïsme et qui dépasse largement la situation des seuls pensionnés.

Venez-y avec vos amis et vos proches pour faire entendre votre voix, car l'avenir des pensions, c'est aussi le vôtre

CONFÉRENCE/DÉBAT

LES PENSIONS EN QUESTION

AVEC

JEAN-FRANÇOIS TAMELLINI

SECRÉTAIRE FÉDÉRAL FGTB

LE 13 JANVIER 2019
À 19H00



UNE ORGANISATION DE
L'A.S.B.L. PROGRÈS ET CULTURE
EN COLLABORATION AVEC
LA MAISON DE LA LAÏCITÉ
ET LE SOUTIEN DE
LA FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES



MAISON DE LA LAÏCITÉ
5 RUE EMILE VANDERVELDE
6182 SOUVRET

EDITEUR RESPONSABLE: ROBERT TANGRE 071/30.39.12